

L'honorable Robert Muir: Honorables sénateurs, j'ai une question supplémentaire. Je ne suis qu'un Canadien ordinaire. Je n'ai jamais été président des Chemins de fer du Canadien Pacifique.

Le sénateur Sinclair: Dieu merci!

Le sénateur Muir: Ni président de l'une de ces grandes sociétés. Je n'appartiens pas non plus au club des anciens.

Le sénateur Frith: Bien sûr que si—mais simplement dans un secteur différent.

Des voix: Oh, oh!

Le sénateur Muir: Puis-je poser en toute humilité une petite question?

Des voix: Oh, oh!

Le sénateur Perrault: Aucun conservateur n'a jamais été humble.

Le sénateur Frith: Si vous voulez vraiment faire preuve d'humilité, devenez libéral.

Le sénateur Muir: Tout dépend d'où vient cette suggestion.

Puis-je poser la question suivante à l'honorable leader du gouvernement: Puisque ce problème s'est posé avec les banques et puisqu'un autre gouvernement a été au pouvoir pendant une longue période...

Le sénateur Perrault: C'était la belle époque!

Le sénateur Muir: ... pourquoi tous les beaux règlements qu'on nous propose aujourd'hui n'ont-ils pas été mis en vigueur auparavant? Nous ne sommes au pouvoir que depuis un an. Pourquoi n'ont-ils pas été mis en vigueur auparavant pour empêcher ce genre de chose de se produire?

Le sénateur Frith: Parce que c'est l'idée de M^{me} McDougall et pas la nôtre.

Le sénateur Roblin: Mon honorable ami vient de faire remarquer que c'est l'idée de M^{me} McDougall et pas celle des libéraux. C'est bien vrai.

Le sénateur Frith: Et comment!

Le sénateur Roblin: J'espère qu'en faisant des recherches sur cette question, on pourra répondre à la question soulevée par mon honorable ami au sujet de l'historique du système de réglementation. Je n'ai pas l'intention d'en dire plus à ce sujet maintenant, parce que je marcherais sur les plates-bandes du sénateur Sinclair si j'essayais de discuter de la question.

Le sénateur Olson: C'est peut-être la ministre qui pose un problème.

L'honorable Royce Frith (leader adjoint de l'opposition): Il est vrai, comme le leader du gouvernement l'a dit, que toute cette série de questions et cette idée sont parties au départ de la ministre McDougall qui a déclaré, en réponse aux questions touchant la faillite et le fiasco des banques, que lorsque les libéraux étaient au pouvoir, ils n'ont pas imposé suffisamment de règlements. Toutefois, les banques ne faisaient pas faillite pendant notre mandat.

Le sénateur Flynn: Bon discours.

Le sénateur Frith: Je vous remercie.

[Le sénateur Roblin.]

Le sénateur Roblin: Ce que mon honorable ami a dit explique les raisons mêmes du problème.

Le sénateur Frith: C'était donc notre faute, tout comme l'affaire du thon rance, je suppose?

Le sénateur Roblin: Je ne veux pas discuter de cette question.

Le sénateur Frith: Dans cinq ans, les conservateurs reprocheront sans doute toutes leurs erreurs aux libéraux.

Le sénateur Roblin: Si quelqu'un peut présenter une interpellation pour discuter de la question, c'est très bien. Je tiens à dire à mon honorable ami que je suis convaincu que cette question sera élucidée au comité et qu'il obtiendra rapidement la réponse à sa question.

Le sénateur Frith: Elle m'arrivera en boîte?

Le sénateur Godfrey: Je voudrais demander au leader du gouvernement au Sénat s'il prétend que l'ancien gouvernement libéral est responsable du fait que cette banque a perdu tout l'argent qu'elle a investi aux États-Unis?

Le sénateur Frith: Comme le sénateur Doody l'a dit, des exemples...

Le sénateur Roblin: Je signale à mon honorable ami que les accusations sont toutes lancées par les sénateurs de l'autre côté. Je n'accuse personne. Je fais simplement de mon mieux pour répondre aux questions qui me sont posées, et je suis sûr qu'avant la conclusion de cette affaire, la question des accusations sera posée des deux côtés du Sénat.

L'ENSEIGNEMENT

LE CHANGEMENT DE NOM D'UNE ÉCOLE DE TORONTO

L'honorable Peter Bosa: Honorables sénateurs, ma question s'adresse au leader du gouvernement au Sénat. Il se souviendra peut-être qu'au milieu des années 1970, une école publique de Toronto a été baptisée «Argentina» dans le cadre d'une initiative réciproque de la part du Canada et de l'Argentine tendant à souligner l'amitié unissant nos deux pays.

Le sénateur Doody: Pas «Cabot»?

Le sénateur Bosa: Cela n'avait rien à voir avec Caboto.

Le sénateur Doody: Je suis très chatouilleux là-dessus.

Le sénateur Bosa: La guerre des Malouines en 1982 a entraîné un fort ressentiment à Toronto et ailleurs au Canada. Ainsi, de nombreuses personnes ont exercé des pressions sur le conseil scolaire, afin qu'on change le nom de cette école. Elle est maintenant connue sous le nom de Garden Avenue School.

Depuis cette époque, l'Argentine est devenue une démocratie et je crois que le Président Alfonsín a besoin de tout l'appui moral et psychologique qu'un pays prestigieux comme le Canada pourrait lui apporter. Le Canada est un pays jeune, mais c'est également une démocratie bien établie et fort respectée par la communauté internationale.

Je sais qu'il ne s'agit pas d'une question qui relève normalement de la compétence du gouvernement fédéral, mais je me demande si le leader du gouvernement au Sénat pourrait user du prestige attaché à son poste pour inciter le conseil scolaire à rebaptiser cette école «Argentina» dans un geste d'amitié et d'appui des Canadiens envers le Président Alfonsín.